

LE MILLÉNARISME CLIMATIQUE

Le suicide assisté de l'Europe



Jean LEDIEU

Jean Ledieu

Le Millénarisme climatique

Le suicide assisté de l'Europe

© Jean Ledieu, 2025

ISBN numérique : 979-10-405-7391-3

www.librinova.com

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

« Ayez la sérénité d'accepter ce que vous ne pouvez changer, le courage de changer ce que vous pouvez et, surtout, la sagesse d'en connaître la différence »

Marc Aurèle

Préface

Pourquoi ce sous-titre ?

Non, il ne s'agit pas d'une provocation. En lisant ce livre, vous allez comprendre comment depuis une vingtaine d'années, pour des raisons de naïvetés géopolitiques et idéologiques l'Europe a abandonné progressivement une doctrine qui avait fait sa force lors de la création de la CECA : « disposer d'une énergie abondante et bon marché pour tous ».

À force de renoncements géostratégiques, de peur hystérique du nucléaire, d'interdits écologiques idéologiques (plus d'utilisation, plus de recherche, plus de forage pour extraire des énergies fossiles), de dépenses monstrueuses pour faire émerger ex-nihilo des technologies de production d'électricité intermittentes et non efficaces, l'Europe s'est enfoncée sur l'épée de ses adversaires.

Depuis 2004, Vladimir Poutine a été à la manœuvre pour que l'Europe passe la tête dans le nœud coulant de son piège énergétique. C'est à cette époque qu'il accompagna

adroitement l'Allemagne dans ses choix écologiques d'abandon progressif de ses centrales à charbon – lignite et de ses centrales nucléaires pour passer à des centrales fonctionnant au gaz naturel russe, bien moins polluant et bien moins dangereux. Bien évidemment ce choix était alléchant car non seulement le prix de cette ressource d'énergie primaire était très attractif mais elle allait être livrée à domicile via un gazoduc reliant directement la Russie à l'Allemagne en passant par la Baltique : Nord Stream 1.

Aveuglée par son mercantilisme, l'Allemagne a alors fait fi de toute prudence relative à sa souveraineté énergétique. Elle s'est prise à rêver au pouvoir angélique du doux commerce pour imposer la paix, entraînant toute l'Europe à sa suite. Avec un ancien chancelier, Gerhard Schroeder, qui avait accédé au rang d'administrateur au sein de Gazprom, et une chancelière en titre, Angela Merkel, qui allait devenir l'interlocutrice privilégiée de Vladimir Poutine pour représenter l'Europe, la Russie n'avait plus qu'à tirer tout doucement sur la corde. L'argent coulait à flot pour remplir ses caisses et financer ses projets belliqueux pendant que des toasts étaient portés aux intérêts mutuels des partenaires économiques. Pourtant, bien avant la signature du contrat du nouveau gazoduc s'étirant sous la Baltique, au tournant du millénaire, les événements de Tchétchénie aurait dû mettre la puce à l'oreille des européens. Ils ne pouvaient ignorer que la deuxième guerre de Tchétchénie s'était terminée dans un effroyable bain de sang et une répression féroce. Cela se confirma quelques années plus tard avec l'invasion de la Géorgie en 2008 (Ossétie du sud, Abkhazie). À part une réaction solitaire de la France, l'Europe resta sur son quant à soi.

Humilié par le démantèlement de l'URSS le 26 décembre 1991, événement qu'il avait considéré comme la plus grande catastrophe du siècle, le petit télégraphiste de Dresde qui était devenu entretemps par un concours de circonstances incroyables le tsar impérial de toutes les Russie¹, tenait enfin sa revanche.

En 2011, le tsunami de Fukushima vint le servir fort à propos. Quoique cette catastrophe ne fit aucune « victime nucléaire » consécutive à la submersion des réacteurs de la centrale électrique japonaise, l'Europe a été prise d'une peur panique. Elle s'est détournée d'un coup de ce qui avait fait sa force jusque-là, une production électrique bon marché et diversifiée dans ses besoins en énergie primaire.

Sous la pression des écologistes et avec l'assentiment surprenant d'Angela Merkel, l'Allemagne a alors décidé d'un plan de fermeture irréversible de toutes ses centrales nucléaires. La dernière vient d'ailleurs d'être fermée², par pure idéologie d'ailleurs, alors que l'Allemagne se débat encore dans un repli économique sans précédent depuis 2022.

Après des années de travaux, le gazoduc Nord Stream 1 qui avait été décidé en 2005 était pratiquement achevé. Il fut mis en service en 2012. L'Allemagne s'engagea alors encore plus aveuglément dans un incroyable abandon de souveraineté sur la maîtrise et la diversification de ses besoins en énergies primaires. Ce faisant, elle en profita aussi pour asseoir son leadership économique sur l'Union Européenne (UE). C'était un des buts visés par Vladimir Poutine qui se réalisait. Profitant de son influence l'Allemagne accentua encore la pression sur ses

partenaires pour que l'énergie nucléaire soit bannie de l'espace européen.

Sous les présidences de Nicolas Sarkozy et de François Hollande, la France céda elle aussi à la pression de ses écologistes emmenés par Nicolas Hulot. Elle se laissa entraîner dans un plan de fermetures programmées de centrales et d'entretien à minima de son parc nucléaire qui avait pourtant fait sa fortune pendant les trente glorieuses. La France perdait par la même occasion savoir-faire et prééminence pour cette filière où elle avait excellé pendant tant d'années. Heureusement et au grand dam des écologistes, le plan de fermeture français était moins avancé et moins drastique que celui de l'Allemagne. In fine, seule l'ancienne centrale de Fessenheim fut fermée en 2020, alors que la France était quand même en plein marasme énergétique.

Pendant toutes ces années alors que son savoir-faire nucléaire partait à vau-l'eau, la France, comme beaucoup d'autres pays, dépensa des milliards (qui feront d'ailleurs la fortune de fournisseurs chinois) pour développer des filières alternatives de production d'électricité basées sur de l'énergie primaire renouvelable et « gratuite », certes mais non pilotable, intermittente et bien peu efficiente (les éoliennes avec le vent et les fermes solaires avec le soleil). Ainsi, bien avant la catastrophe de l'agression russe de l'Ukraine en 2022 et malgré les coups de semonce qu'avaient été la mise sous tutelle russe du Donbass et l'annexion pure et simple de la Crimée en 2014, l'Europe persista dans son aveuglement. Elle continua à désarmer, ne se rendant pas compte qu'elle ne faisait que resserrer le garrot qui commençait à l'étrangler.

En effet, accablées par le montant des investissements à consentir pour le développement de la filière des énergies renouvelables, les sociétés européennes d'électricité furent mises à contribution pour répercuter ces coûts sous la forme de taxes diverses et variées, tout en négligeant ce qui les avait fait vivre jusque-là. C'est ainsi que le coût de l'électricité commença à croître inexorablement, pour sauver la planète, quitte à la défigurer d'ailleurs !

La bombe explosa le 24 février 2022 avec l'invasion russe de l'Ukraine. C'est alors que les écailles tombèrent des yeux de nos bons stratèges écologistes. D'un coup, le gaz russe qui alimentait la machine de guerre de Poutine devint à proscrire. Mais l'Europe, et particulièrement l'Allemagne, ne pouvait plus s'en passer ! Nous étions devenus dépendants, le piège s'était refermé ! Beaucoup de particuliers et de sociétés virent leurs dépenses énergétiques exploser tant et si bien qu'il fallut bien sûr les accompagner avec des soutiens et subventions, « quoiqu'il en coûte », aux budgets des états. Quelle gabegie !

Et tout ça par peur du nucléaire, par idéologie climatique, par aveuglement stratégique faisant fi de tout ce qui avait la fortune de l'Europe.

Cette catastrophe qui plongeait l'Europe dans une grande vulnérabilité énergétique et la laissait grelottante ou transpirante selon les saisons en raison des rationnements imposés à ses citoyens, mit aussi à mal son économie et sa capacité à résister aux appétits impérialistes d'une Russie qui ne rêve que de reconstituer l'Empire soviétique de

1945 au détriment de l'Europe et d'anéantir l'Occident honni qui l'aurait humiliée en 1991.

Tout ce qui s'est passé depuis vingt ans a été voulu et prémédité par la Russie de Vladimir Poutine et l'Europe n'a rien vu. La Russie lui a tendu le bol de ciguë et l'Europe l'a bu jusqu'à la lie tout comme Socrate, avec détachement, sans révolte, comme si la vie l'avait déjà quittée. En fait la Russie n'a pas agi seule, elle s'est fait aider par une écologie devenue folle, écologie radicale et « décroissantiste » que l'on pourrait appeler écologisme, largement subventionnée par la Russie comme nous le verrons dans cet ouvrage.

On aurait pu croire qu'après une invasion de l'Ukraine qui engageait un pronostic vital pour bon nombre de nations européennes, il y aurait eu une réaction énergique et rapide pour redresser la barre. Eh non ! Et nous allons voir pourquoi.

Noyautés par les ONG et les élus écologistes, le parlement et la Commission européenne restèrent complètement anesthésiés par la question du réchauffement climatique. De plus, l'Allemagne, inquiète de perdre un avantage compétitif vis à vis de la France et d'autres nations européennes a continué à mener une guerre de tranchée indigne sur la réhabilitation du nucléaire en tant qu'énergie décarbonée.

Malgré l'opposition de l'Allemagne, la seule bonne nouvelle de ces deux dernières années a été la relance du nucléaire dans un certain nombre de pays dont la France.

Après avoir mesuré l'ampleur du désastre qui avait frappé son parc de centrales nucléaires par des problèmes de manque de maintenance et de défauts de corrosion sous contrainte, la France a rétabli la situation en un peu plus d'une année pour retrouver l'efficacité de son parc existant et réexporter de l'électricité.

Enfin, pourrait-on dire !

Mais il y a loin de la coupe aux lèvres, car les décisions d'aujourd'hui de réinvestir dans au moins six EPR (réacteurs à eau pressurisée) voire douze, ne seront fonctionnelles que dans dix à quinze ans. De plus, l'intensité des investissements à consentir est absolument colossale alors que nous nous sommes ruinés entre temps à mettre en place des solutions non pilotables, peu efficaces et intermittentes.

Alors que faire, si ce n'est remettre à plat le panel d'énergies primaires dont nous disposons auparavant pour faire la soudure avec ce nouveau monde énergétique qui devrait émerger avec l'arrivée des nouveaux EPR suppléés par des SMR³ (Small Modular Reactor), voire d'énergies primaires plus futuristes comme l'hydrogène pour la mobilité et la fusion nucléaire, l'énergie des étoiles, pour la production électrique. Et c'est là que le bât blesse, car ce que nous venons d'évoquer consiste à remettre en selle temporairement des solutions basées sur des énergies fossiles (ce que les Allemands ont fait en rouvrant en urgence leurs centrales à charbon et à lignite, quoiqu'il en coûte pour le climat d'après la doxa en cours...), ce qui va se heurter de plein fouet avec l'idéologie climatique qui a